

Rapport 2018 de la Commission Mondiale sur l'Économie et le Climat
Développer un nouveau modèle de croissance inclusive pour le XXI^e siècle :
Accélérer l'action climatique dans un contexte d'urgence
Sous embargo jusqu'au 5 septembre à 06:01 CEST

Résumé des conclusions

Nous assistons à une dynamique sans précédent de transition vers une « nouvelle économie climatique », vers un nouveau modèle de développement bas carbone et résilient. Malgré quelques revers, cette dynamique s'affirme dans le monde entier.

Pourtant, le rythme de ces transformations n'est pas assez soutenu. Sans un changement radical, d'ici 2030 nous aurons perdu toute chance de maintenir l'augmentation de la température moyenne mondiale nettement en dessous de 2°C, ce qui nous exposerait à un changement climatique incontrôlé, dont le coût économique serait énorme.

La transition vers une économie bas carbone et résiliente recèle de nombreuses opportunités, tandis que nous comprenons mieux les risques et les coûts de l'inaction. Nous pouvons avoir des villes performantes, une énergie propre et abordable, des infrastructures à faible émission tout en restaurant les terres dégradées et en protégeant les forêts. Nous obtiendrons ainsi une productivité plus élevée, des économies et une plus grande inclusion sociale.

Il s'agit là d'un nouveau modèle de croissance pour le XXI^e siècle. Le défi consiste maintenant à accélérer la transition vers un modèle bas carbone, résilient et plus inclusif.

Concernant le rapport :

Il estime qu'une action ambitieuse en faveur du climat pourrait générer 26 000 milliards de dollars de gains économiques d'ici 2030 (cumulés). Une estimation que les auteurs qualifient de prudente.

Des mesures ambitieuses dans les principaux secteurs de l'économie (énergie, villes, alimentation et utilisation des terres, eau et industrie) pourraient :

- Générer plus de 65 millions d'emplois à faible intensité carbone en 2030, soit l'équivalent de l'ensemble de la main-d'œuvre actuelle du Royaume-Uni et de l'Égypte.
- Éviter chaque année plus de 700 000 décès prématurés causés par la pollution de l'air à l'horizon 2030.
- Assurer, via une réforme des subventions et de la tarification du carbone, des recettes publiques supplémentaires estimées à 2800 milliards de dollars par an en 2030, soit l'équivalent du PIB actuel de l'Inde. Autant de fonds qui pourraient être utilisés pour investir dans les priorités nationales.

La Commission appelle les gouvernements, les chefs d'entreprise et les responsables financiers à agir avec audace et à concentrer leur action en priorité sur quatre fronts au cours des deux ou trois prochaines années :

- 1. Accélérer les efforts sur la tarification du carbone et rendre obligatoire la publication des risques financiers liés au climat :**
 - Les principales puissances économiques mondiales, sous l'égide du G20, devraient fixer un prix du carbone d'au moins 40 à 80 dollars d'ici 2020, ainsi qu'une trajectoire de croissance prévisible jusqu'en 2030. Ces puissances

devraient supprimer progressivement, d'ici 2025, les subventions et allègements fiscaux accordés aux exploitations d'énergies fossiles et aux exploitations agricoles polluantes. ([High-Level Commission on Carbon Prices](#)).

- Les entreprises et les investisseurs devraient être tenus de communiquer sur leurs risques financiers liés au climat, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur l'information financière liée au climat ([TCFD](#)), et comme recommandé par la Commission en 2016.

2. Accélérer l'investissement dans les infrastructures durables :

- Le G20 devrait poursuivre ses travaux pour développer les infrastructures en tant que catégorie d'actifs à part entière.
- Les banques multilatérales de développement devraient doubler leur investissement collectif en infrastructures et veiller à ce qu'ils soient durables. L'objectif : investir au moins 100 milliards de dollars par an d'ici 2020.

3. Mobiliser le secteur privé et libérer l'innovation :

- D'ici 2020, toutes les entreprises du classement Fortune 500 devraient avoir des objectifs conformes à l'Accord de Paris.
- Une impulsion en faveur de l'innovation est nécessaire. Il faut engager au moins 50 milliards de dollars de capitaux supplémentaires d'ici 2020 pour relever les défis climatiques allant au-delà du secteur de l'énergie.

4. Construire une approche axée sur les besoins des citoyens, qui partage équitablement les gains et assure une transition juste :

- Les gouvernements devraient établir des plans de transition énergétique précis afin d'atteindre des systèmes énergétiques neutres en carbone, et travailler avec les entreprises du secteur, les syndicats et la société civile afin d'assurer une transition juste pour les travailleurs et les communautés.
- Les femmes joueront un rôle crucial dans cette transformation. Leur pleine participation à l'économie pourrait, selon certaines estimations, faire augmenter le PIB mondial de 28 000 milliards de dollars par an en 2025. ([McKinsey](#)).
- Il est essentiel de mettre davantage l'accent sur la résilience et l'adaptation de l'ensemble des politiques et des efforts. Nous ne pouvons plus choisir entre les actions d'aujourd'hui et celles de demain. L'adaptation aux phénomènes météorologiques extrêmes est déjà essentielle, alors que les catastrophes liées au climat se multiplient.

5. Ce nouveau modèle de croissance a besoin de financements, qui devront être mobilisés à grande échelle et de façon cohérente avec un développement durable dans tous les secteurs de l'économie.

- Les 10-15 prochaines années sont une période clé pour l'économie, car nous prévoyons d'investir environ 90 000 milliards de dollars dans les infrastructures d'ici 2030, soit davantage que la valeur du stock actuel d'infrastructures au niveau mondial. Veiller à ce que ces infrastructures soient durables sera un déterminant essentiel de la croissance et de la prospérité futures.

- Il est urgent d'agir, car les deux ou trois prochaines années sont une période critique au cours de laquelle seront prises de nombreuses décisions politiques et d'investissement, qui façonneront les 10 à 15 prochaines années.

Résumé des conclusions du rapport par secteur :

Énergie

- La transition vers une énergie bas carbone est non seulement techniquement et économiquement possible, mais aussi socialement souhaitable.
- Les énergies fossiles sont responsables de 75 % des émissions de GES ([IPCC](#)) et sont responsables d'une perte de bien-être estimée à environ 3000 milliards de dollars en 2015. ([OECD](#)).
- Mais une dynamique en faveur de l'énergie propre est en cours. Les coûts du solaire et de l'éolien se réduisent toujours plus ([Lazard](#)). La hausse des capacités de production d'énergies renouvelables augmente désormais plus rapidement que celle des énergies fossiles ([BNEF](#)).
- Une réforme des subventions et de la tarification du carbone pourrait assurer une hausse des recettes publiques estimée à 2800 milliards de dollars par an en 2030, soit l'équivalent du PIB actuel de l'Inde.

Villes

- Les progrès technologiques, combinés à un plus grand choix et à une plus grande sensibilisation des consommateurs, nous offrent une chance sans précédent de réduire la pauvreté, accroître la prospérité et s'attaquer aux impacts du changement climatique dans nos villes.
- Des villes plus concentrées, connectées et coordonnées pourraient générer jusqu'à 17000 milliards de dollars d'économies cumulées d'ici 2050. ([NCE](#)).
- Lorsqu'elle est bien réalisée, la concentration des villes améliore l'accès des résidents aux emplois, aux services ainsi qu'aux commodités ([NCE](#)), et augmente l'efficacité énergétique ([Newman](#)).
- Des politiques urbaines nationales sont nécessaires pour fournir un cadre permettant d'orienter le développement urbain durable et inclusif par le biais de politiques coordonnées dans différents secteurs.

Alimentation et utilisation des terres

- Améliorer notre système d'alimentation et d'utilisation des terres pourrait :
 - permettre un développement socio-économique rural plus fort et plus équitable,
 - fournir plus d'un tiers de la solution au changement climatique, préserver notre biodiversité vitale et générer des améliorations massives en matière de santé publique.
- L'élaboration de nouveaux modèles économiques pour l'alimentation et l'utilisation des terres pourrait générer une création de valeur estimée à 2300 milliards de dollars d'ici 2030 ([BSDC](#)) et l'adoption d'un régime alimentaire plus végétal pourrait entraîner des économies de près de 1000 milliards de dollars par an d'ici 2050 ([National Academy of Sciences](#)).

- Pour réformer le système alimentaire et d'utilisation des terres, nous devons relever ces défis d'une manière intégrée et systémique, à grande échelle.
- Les premières étapes clés sont de mettre fin au recul des forêts et de faire en sorte que les entreprises et négociants publient des informations détaillées sur leur chaîne d'approvisionnement.

Eau

- L'accès à l'eau potable et à l'assainissement est essentiel à la prospérité économique, à la santé et au développement, ainsi qu'à la durabilité de l'environnement.
- De bonnes politiques d'allocation de l'eau pourraient faire augmenter le PIB, dans certaines régions, de 6 % d'ici 2050 et ce malgré le changement climatique et la croissance démographique ([World Bank](#)).
- Il faudrait environ 114 milliards de dollars par an, principalement dans les économies en développement et émergentes, pour garantir à tous l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous ([World Bank](#)).
- Améliorer la gouvernance de l'eau et investir plus efficacement dans des infrastructures à faible émission de carbone améliore l'accès à l'eau propre et la résilience aux impacts climatiques.

Industrie

- Dans tous les secteurs, le développement et le déploiement à grande échelle de technologies innovantes, de modèles d'entreprise et d'approches politiques sont essentiels pour accélérer la mise en place d'une économie à faible émission de carbone.
- L'industrie lourde (acier, ciment et plastiques) et le transport de marchandises lourdes (routier, maritime et aérien) génèrent un total de 13 Gt d'émissions annuelles, soit environ l'équivalent des émissions annuelles de la Chine et de l'Inde réunies ([World Bank](#)).
- La mise en œuvre des meilleures technologies industrielles pourrait réduire l'intensité énergétique à l'échelle mondiale de 26 % au cours des 25 prochaines années, ce qui entraînerait une réduction de 32 % des émissions mondiales de CO₂ du système énergétique dans son ensemble ([UNIDO](#)).
- De nombreuses entreprises cimentières et sidérurgiques utilisent des technologies plus efficaces pour réaliser des économies de coûts. Toutefois, pour accélérer le virage de l'industrie lourde dans son ensemble, il faut investir dans des innovations de rupture, pour lesquelles il n'existe actuellement pas de mesures incitatives à court terme.

A propos du rapport :

*Développer un nouveau modèle de croissance inclusive pour le XXI^e siècle : Accélérer l'action climatique dans un contexte d'urgence** est le nouveau rapport de la Commission Mondiale pour l'Economie et le Climat (Global Commission on the Economy and Climate) pour l'année 2018.

Il présente un nouveau modèle de croissance pour le XXI^e siècle et l'applique aux principaux systèmes économiques : l'énergie, les villes, l'alimentation et l'utilisation des terres, l'eau et l'industrie. La nouvelle modélisation réalisée pour le rapport analyse l'opportunité économique d'une action audacieuse en faveur du climat, en utilisant le modèle macroéconomique E3ME. Le rapport a bénéficié de consultations approfondies avec les commissaires de la Commission Mondiale pour l'Economie et le Climat et plus de 200 experts, partenaires et économistes de premier plan.

THE NEW CLIMATE ECONOMY

The Global Commission on the Economy and Climate

The Global Commission et son projet, the New Climate Economy, ont été créés en 2013 pour aider les gouvernements, les entreprises et la société à prendre des décisions éclairées en vue d'atteindre la prospérité économique et le développement tout en s'attaquant au changement climatique. Elle est actuellement présidée par Ngozi Okonjo-Iweala, Paul Polman et Lord Nicholas Stern.

**Unlocking the Inclusive Growth Story of the 21st Century: Accelerating Climate Action in Urgent Times*